

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 2 (1910)
Heft: 9

Artikel: Courants adverses dans le mouvement ouvrier [suite]
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-382826>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

menter l'esprit de solidarité ouvrière, la confiance des travailleurs dans leur organisation syndicale.

Dans un article spécial, qui paraîtra dans le prochain numéro de la *Revue syndicale* nous examinerons si les fédérations syndicales méritent ou non les sacrifices consentis et la confiance qui leur est accordée par leurs membres.



Courants adverses dans le mouvement ouvrier.

(Suite.)

Libéralisme et démocratie des bourgeois.

Les idées libérales qui, pour autant qu'elles représentent l'expression des intérêts du capitalisme naissant, appartiennent au passé, paraissent comme des pensées nouvelles à la génération présente. On s'imagine souvent que ce sont des idées qui se rapprochent fort du socialisme à cause de leur tendance avancée, au lieu de les considérer pour ce qu'elles sont réellement, les expressions d'un capitalisme raisonnable qui cherche à se mettre à la place d'un capitalisme brutal. L'égalité politique paraît si belle après l'oppression brutale de la réaction que l'on oublie facilement l'esclavage économique. Il est vrai que cela arrive plus facilement aux théoriciens qu'aux ouvriers proprement dit, mais cela peut arriver aux uns et aux autres. La théorie ou les doctrines de la lutte de classes paraissent superflues, quoique par la réalisation des idées libérales on a simplement obtenu le rétablissement du terrain véritable des luttes économiques.

« Tendre la main à tous ceux qui font preuve de bonne volonté et le poing à ceux qui nous veulent du mal », disait une fois Vollmar. Cette conception est basée sur l'idée qu'il ne faille pas combattre l'exploitation capitaliste, le régime de classe, mais simplement les manifestations réactionnaires en résultant.

Les propagandistes de l'anarchie parmi les ouvriers appliquent la même méthode de penser. Ils se basent sur la même conception et voient dans les conditions et luttes sociales avant tout les expressions et les conséquences de bonnes ou de mauvaises volontés.

Ainsi on comprend pourquoi, après la décision de la loi contre les socialistes en Allemagne, la propagande de Most ait pu exercer une certaine influence. Toutefois, une conception théorique solide rappelant à tout instant aux camarades socialistes que la social-démocratie était le produit naturel du capitalisme et que des actes de violence ne pouvaient à la longue ni empêcher son développement, ni assurer sa victoire sur le

capitalisme. Cette conception retint les camarades dans la bonne voie. Le cas inverse s'est produit après la chute de la loi contre les socialistes.

Dans ses discours inaugurales, célébrant la période nouvelle et dans lesquels il était question des « tâches urgentes de la social-démocratie », Vollmar déclara qu'il était nécessaire maintenant d'introduire une tactique nouvelle de réconciliation. Mais le parti socialiste n'est pas entré dans ses vues, il préféra le maintien de l'ancienne tactique qu'il interprétabit ainsi :

« Lutter pour toutes les réformes en partant du point de vue de la lutte de classes. »

La question de la tactique interne, pour laquelle on se dispute si souvent en Allemagne entre adhérents de la tactique marxiste et adhérents de la tactique révisionniste, n'est au fond que la question à savoir ce qu'il faut penser de la démocratie et des tendances progressistes des partis bourgeois. Dans cette confiance extraordinaire que les révisionnistes apportent toujours à la bourgeoisie, le *désir* joue toujours un très grand rôle. Pourtant tous les socialistes sont d'accord entre eux pour *désirer* une politique de réformes efficace respectant en tous points l'égalité des citoyens devant la loi. Une politique de réformes, vraiment radicale, contribuerait beaucoup à rendre moins douloreuse l'opération de transformation sociale. « Plus la transformation peut se développer paisiblement, organiquement et en bonne ordre, mieux cela vaut pour nous et pour la société. » N'importe quel socialiste peut être entièrement d'accord avec ces paroles de Vollmar. L'usage libre de tous les droits politiques peut maintenir la lutte de classes moderne dans des formes plus civilisées, formes que nous désirons tous, autant dans l'intérêt de la société que dans notre propre intérêt. Pendant ce temps, la réaction s'efforce d'imprégner à la lutte de classes ses anciennes formes barbares, les méthodes cruelles des temps passés.

Il n'y a aucun doute, ce serait bien mieux pour nous, si le capitalisme voulait bien se ranger à nos désirs, se tenir à nos besoins, cesser de se cramponner désespérément à la vie et s'il voulait consentir à mourir sans lutte, lorsque son heure aura sonnée.

Toutefois, ce ne sont pas nos vœux qui déterminent le développement de la société. On n'a encore jamais vu une classe en décadence mourir en dignité; aucun ordre social n'a pu disparaître sans que ceux qui en dépendaient n'aient fait des efforts désespérés pour son maintien. Aujourd'hui nous constatons également que la classe capitaliste n'a aucune envie à frayer le chemin au socialisme par une réforme sociale

conséquente ou en introduisant un régime réellement démocratique et progressiste.

Il ne faut pas s'imaginer non plus que la « logique des faits », poussant à suivre conséquemment la voie des réformes sociales, une fois qu'on a commencé à la suivre, puisse déterminer le cours de l'histoire. Non, ce sont les luttes pour les intérêts économiques qui décident en dernier lieu et ces luttes forcent la classe dirigeante à quitter la voie des réformes sociales, dès qu'elle s'aperçoit que ces dernières renforcent la classe ouvrière au lieu de l'irriter.

Car le but positif de la politique libérale est aujourd'hui d'irriter la classe ouvrière.

La puissance d'une minorité au pouvoir consiste toujours à empêcher que la masse opprimée puisse apercevoir ses propres intérêts et l'antagonisme existant entre ses intérêts et ceux de la classe dirigeante.

Cela est d'autant plus nécessaire pour la bourgeoisie que le danger de la formation d'une puissante organisation du prolétariat paraît grand.

Au fond, la crainte de la bourgeoisie devant le prolétariat constitue la force motrice des réformes sociales actuelles. Non pas la crainte de révoltes ou des révoltes locales, mais la crainte devant l'accroissement d'une *puissance ouvrière* plus étendue et plus solide par l'organisation constante des masses ouvrières.

Plus la puissance des travailleurs augmente, plus la bourgeoisie redoutant cet accroissement est dominée par l'idée de contenter, de calmer les masses prolétaires par des réformes immédiates. Cette tendance se retourne au contraire, dès que la puissance de la classe ouvrière paraît tellement grande que tout essai de l'affaiblir de cette façon semble inutile, et à ce moment la bourgeoisie ne compte plus que sur les fusils et sur les canons comme moyens efficaces de défense.

Devant ces tentatives de la classe dirigeante, le prolétariat organisé ne peut observer une autre attitude que celle de ne pas se laisser induire en erreur un seul instant au sujet du but poursuivi et au sujet de la portée réelle des réformes sociales, et cela *tout en appuyant les essais des réformes*, d'où qu'ils partent.

Cependant il s'agit de poursuivre l'instruction théorique des ouvriers sur le fond même du progressisme bourgeois, d'autant plus là où les conditions se présentent favorables à l'obtention de succès par la soi-disant besogne pratique.

En général, c'est le contraire que nous devons constater et trop souvent la bourgeoisie atteint son but par de simples promesses de réforme.

Une partie plus ou moins grande des ouvriers et de leurs hommes de confiance se laisse facilement aveugler par des promesses de réformes, croyant à la bienveillance de la bourgeoisie progressiste

et à la possibilité d'améliorer sérieusement le capitalisme. Ils jettent par-dessus bord les idées anciennes des antagonismes de classe comme de « vieux dogmes ». C'est la qualité essentielle par laquelle le « *revisionnisme* » se caractérise.

Si la politique libérale et progressiste de la classe dirigeante paraît être une politique de ruse, elle ne contient pas moins de graves inconvénients pour ceux qui y ont recours dans l'idée de consolider le régime bourgeois en semant l'irritation et la division dans les milieux ouvriers.

C'est qu'il est impossible à la bourgeoisie de poursuivre cette politique systématiquement, de sorte que ses tendances de réformes sociales bourgeoises se brisent assez tôt à leur contrastes internes. Poursuivre la voie des réformes jusqu'à leurs dernières conséquences, ce serait vouloir désarmer le prolétariat en lui accordant tout ce qui forme justement l'objet des luttes entre bourgeois et prolétaires.

La bourgeoisie ne sera pas sauvée du tout, si elle retient les ouvriers de la lutte de classe violente par de réelles réformes sociales, par la reconnaissance stricte de tous les droits politiques et par l'instauration d'une démocratie réelle. Car de ce fait elle prendrait en main la défense des intérêts de la classe ouvrière contre ses propres intérêts, c'est-à-dire elle arriverait à accomplir une besogne qu'elle n'a ni intérêt ni envie d'accomplir.

La démocratie réelle, c'est l'agrandissement ou l'élargissement du pouvoir politique des masses populaires. Chaque réforme sociale qui aide réellement la classe ouvrière nuit aux intérêts de classe immédiats des groupements capitalistes. C'est pourquoi la bourgeoisie cherchera toujours à accorder le moins possible à la classe ouvrière et à laisser paraître aussi grand que possible le peu qu'elle accorde.

Charlatanisme et besoin de réclame, voilà les deux éléments qui distinguent particulièrement la réforme sociale bourgeoise. S'il en reste quelque chose, malgré tout, c'est grâce à la critique ininterrompue des représentants de la classe ouvrière qui ne cessent de faire valoir à toute occasion les revendications ouvrières.

Les belles phrases qui se trouvent dans les programmes des partis bourgeois pour attraper les travailleurs inconscients, tout cela tombe à néant dès que ces partis devraient réaliser leur promesses.

Dès qu'un parti démocratique arrive au pouvoir, il montre trop souvent l'image d'une réaction démocratique, réaction qui se cache derrière une belle phraséologie démocratique; nous en avons eu dernièrement un exemple classique en France dans le gouvernement radical de monsieur Clémenceau.

(A suivre.)